



HAL
open science

La reconfiguration des extrêmes droites françaises, des marges sociales à l'offre politique

Nicolas Lebourg

► **To cite this version:**

Nicolas Lebourg. La reconfiguration des extrêmes droites françaises, des marges sociales à l'offre politique. Jérôme Jamin. L'extrême droite en Europe, Bruylant, pp.165-180, 2016, 9782802753629. <hal-03127085>

HAL Id: hal-03127085

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03127085v1>

Submitted on 4 Dec 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Nicolas Lebourg, « La reconfiguration des extrêmes droites françaises, des marges sociales à l'offre politique », Jérôme Jamin dir., *L'Extrême droite en Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 165-180.

Durant la dernière décennie, la reconfiguration des extrêmes droites françaises a été profonde. La vague occidentaliste post-11 septembre 2001 a contribué à balayer le courant nationaliste-révolutionnaire (NR) et a renforcé le Front national (Fn). Cela s'est fait d'une manière spécifique due aux formes historiques de l'extrême droite en France. À cette question des causes structurelles s'ajoute celle du débat interne à ces mouvements autour du couple identité européenne – islam, d'une importance croissante depuis la révolution iranienne de 1979. La rénovation du Fn a été improprement considérée comme une œuvre de modernisation au premier chef imputable à Marine le Pen. En fait, existe une dynamique structurelle qui a construit une demande sociale autoritaire permettant aux extrêmes droites de ne plus se limiter à leur écosystème, mais de représenter un mouvement social, puis une offre politique conséquente.

L'extrême droite comme écosystème

Contrairement à des idées répandues, l'évolution des extrêmes droites françaises doit moins à une capacité stratégique de Marine le Pen qu'à des raisons structurelles, produit de l'histoire particulière de l'extrême droite en ce pays (1). Le Fn s'inscrit dans la veine nationale-populiste, installée dans la vie politique française depuis les succès du général Boulanger (1887-1889). L'extrême droite radicale émerge quant à elle des tranchées de 1918, radicalisant les positions d'avant-guerre de ce que Zeev Sternhell a nommé « la droite révolutionnaire ». Comme ailleurs en Europe son courant majeur a été le fascisme. Cependant, elle a disposé ici d'une forme très spécifique qui est restée sa marque jusqu'à ce jour : il n'y a pas « un » parti radical, mais un réseau de structures de faible importance quantitative, façonnant leur idéologie par un bricolage entre le nationalisme français de la fin du XIXe siècle et des apports étrangers. Il n'y a pas non plus de figure du « guide » : le Parti franciste de Marcel Bucard et la quasi-totalité des groupes néofascistes d'après 1945 reposent sur une direction collégiale. Autrement dit, l'extrême droite radicale française est un rhizome d'organisations dont l'idéologie elle-même tient de la fabrique du bricolage idéologique entre éléments glanés internationalement. Face à cette structuration morcelée de ce champ politique, est proposé en 1934 que les extrêmes droites forment un « Front national » via un « compromis nationaliste ». Le processus échoue, entre autres car les radicaux craignaient que ce Fn soit au service de la réaction. Le chef du Parti Populaire Français, Jacques Doriot, tente en 1937 de lancer son propre rassemblement unitaire, en appelant des fascistes jusqu'à la gauche réformatrice. Vichy connaît un pluralisme de mouvements d'extrême droite, et force vaines vocations des radicaux à établir un parti unique. Cette pluralité continue jusqu'à ce que le mouvement ouvertement néofasciste Ordre nouveau, fondé en 1969, parvienne à rassembler les radicaux.

Ordre nouveau lance « son » Fn en 1972 et, après une tentative ratée de direction collégiale, Jean-Marie Le Pen s'en impose président. Suite à la dissolution d'On par l'État en 1973, l'essentiel des radicaux se rassemble dans un Parti des Forces nouvelles qui tente de dédramatiser l'extrême droite et de s'imposer comme une composante de l'alliance des droites. Dès lors, Jean-Marie Le Pen conserve un groupuscule qu'il mène selon le principe du compromis nationaliste, mais en y ajoutant la figure du Sauveur (il est, il est vrai, conseillé par l'ancien bras droit de Doriot). Il est convaincu par les radicaux de choisir le thème de l'immigration plutôt que celui de l'anticommunisme à partir des législatives de 1978. Cette phase de concurrence interne au champ est l'occasion d'un intense travail de redéfinition idéologique dans l'extrême

droite radicale. Il est entre autres mené par les membres de la nouvelle droite qui à cette date, pour des raisons de carrière, préfèrent œuvrer au sein des droites gouvernementales, et par les nationalistes-révolutionnaires.

Dans cet espace de l'extrême droite radicale, se déroule alors un intense débat idéologique. Depuis l'intégration des volontaires français au front de l'Est (1941 : légion des Volontaires Français contre le bolchevisme ; 1943 : brigade SS Frankreich ; 1944 : division SS Charlemagne) le nationalisme des radicaux n'a cessé d'essayer de se redéfinir. L'idée d'une palingénésie basée sur une Europe fédérant des régions ethniques est devenue un élément classique de controverses idéologiques (elle se trouve en filigrane dès le journal des SS francophones, et elle est un élément public de débat à partir de la perte de l'Algérie française). Mais, en 1972, la France adopte une législation antiraciste ferme. Le groupe nationaliste-révolutionnaire Organisation lutte du Peuple d'Yves Bataille introduit des éléments allemands et italiens dans l'extrême droite française. Il va chercher chez ses homologues allemands le concept « identitaire ». Dans les notes internes, il est expliqué que toute notion de race doit être expulsée du vocabulaire au bénéfice de la défense de l'identité des groupes formant l'Europe. Le thème identitaire se développe dans la nouvelle droite, entre autres grâce à Guillaume Faye : il s'agit de défendre les identités basque, bretonne, flamande, etc., contre le mondialisme capitaliste métissant les cultures et les peuples. Le concept identitaire permet d'opposer le nationalisme de la langue, du sol et du sang, à celui de contrat civique. L'extrême droite radicale française reprend l'analyse de son homologue italienne de la révolution iranienne en y voyant une révolution conservatrice amie, elle aussi en lutte contre le mondialisme. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 permet aux néo-droitières membres des partis de droite de faire passer en force les thèmes identitaires dans les programmes des partis de droite, en tant qu'offre idéologique et stratégique de rechange. Ces néo-droitières insistent sur le fait que l'on ne peut mobiliser les passions des Français sans mettre en avant un lexique en référence à la République et aux valeurs sociales de gauche.

Cependant, l'installation du Fn dans la vie politique nationale à compter des élections européennes de 1984 permet bel et bien l'union des chapelles, les néo-droitières comme les nationaux-catholiques rejoignant Jean-Marie Le Pen. Le Fn est un compromis nationaliste, mais où, à partir de 1989, les radicaux issus de la nouvelle droite tiennent l'appareil. Cet après chute du Mur voit une radicalisation des conceptions ethno-culturelles de toute l'extrême droite française à travers le thème identitaire. *Identité*, la revue doctrinale du Fn lancée par le néo-droitière Bruno Mégret, affirme alors que l'islamisme participe comme le Fn du même mouvement de résistance identitaire au mondialisme. Le mot « identitaire » conquiert l'hégémonie à partir de la fin des années 1990. Le courant völkisch s'organise dans et à côté du Fn avec l'association terre et Peuple de Pierre Vial, tandis que nr et néonazis se rejoignent dans et autour du Fn dans unité radicale. Pierre Vial et Guillaume Faye résolvent la question idéologique en parodiant Maurras : « tout ce qui est identitaire est nôtre » devient le nouveau mot d'ordre, donc le nationalisme français est compatible avec le régional ou l'euro-péen, avec le néo-paganisme autant qu'avec le christianisme enraciné.

En 1998, les radicaux tentent de prendre le Fn, ce qui amène finalement à la scission du parti avec la création du Mouvement national-républicain de Bruno Mégret. Le Fn se vide de ses militants et cadres, de ses élus et électeurs – il a alors quatre mairies du sud-est et 42 000 militants (chiffre constaté par huissier lors du procès consécutif à la scission, le parti en donnait le triple). À partir de là, le Fn répudie le compromis nationaliste et repose sur la soumission au clan Le Pen. Pour justifier son autonomie, le Mouvement national-républicain prospecte de

nouveaux thèmes. Dès les élections européennes de 1999, son matériel de propagande fait le lien entre une supposée islamisation de l'Europe et les actions de délinquance imputées aux jeunes issus de l'immigration. Il ne s'agit pas d'une création idéologique ex nihilo, mais de l'importation du discours nationaliste serbe affirmant qu'une opération d'islamisation de l'Europe est en cours avec la tentative de création d'une république islamique en Europe, et que, donc, la lutte des Serbes serait un combat contre un « fascisme vert » au nom des valeurs de l'Europe. Il y a là un discours qui prépare les extrêmes droites françaises à la déferlante du discours néoconservateur après 2001. Si les cadres radicaux continuent aussi à croire en la bonne étoile possible de Bruno Mégret, c'est qu'une rumeur affirme que Jacques Chirac organiserait un blocus sur les signatures d'élus pour empêcher Jean-Marie le Pen d'être candidat aux élections présidentielles de 2002 (2). Bruno Mégret, lui, pourrait en bénéficier. Il lui resterait, dans l'entre-deux-tours, à appeler à faire barrage à Lionel Jospin.

Le scénario est ruiné le 21 avril 2002, lorsque Bruno Mégret obtient 2,34 % des suffrages, et que Jean-Marie le Pen se qualifie pour le second tour avec 16,86 % des voix. Pendant dix ans ensuite, Jean-Marie le Pen pousse tout élément oppositionnel à la scission. Ainsi, nommé secrétaire général en 2005, Louis Aliot estime-t-il avoir réduit la proportion des radicaux parmi les cadres de 50 % à 5 % en 2011 lors du congrès de succession. Cette opération est d'autant plus nécessaire que Marine le Pen considère le Fn comme une écurie présidentielle. Les radicaux qui en sont proches demeurent hors parti, dans un réseau d'entreprises qui en sont les prestataires de service. Les cibles principales des purges sont longtemps non les radicaux, mais les nationaux-catholiques, acquis à Bruno Gollnisch le challenger de Marine le Pen. Sortant du Fn à partir de 2004, les nationaux-catholiques se sont repliés sur le combat culturel et associatif. La scène nationale-catholique a structuré les manifestations fleuves de la Manif Pour tous (mouvement social de 2013 contre le droit au mariage des homosexuels). Ils ont ainsi témoigné de leur vivacité hors du Fn. Ce dernier s'est remis de sa seconde traversée du désert (2007-2011), jusqu'à retrouver le niveau de l'avant-scission de 1998. Références à la République, à la laïcité, aux valeurs sociales : toutes les réflexions des radicaux ont été intégrées à la « dédiablement ». la dichotomie entre normalisation frontiste et radicaux constitue donc un contre-sens essentiel lorsque l'on observe l'état présent des extrêmes droites en France.

L'extrême droite comme mouvement social

La structuration en réseaux demeure un trait essentiel de l'extrême droite française, et les débordements des manifestations de 2013 contre le droit au mariage des homosexuels ont montré la persistance d'un rhizome radical. Par-delà, la force de ce mouvement social de la Manif Pour tous a tenu au fait que pour la première fois, de l'extrême droite radicale à la droite radicalisée, apparaissait une convergence : l'opposition au libéralisme culturel que représenterait la gauche. Elle a aussi montré que la politique de normalisation du Fn avait permis aux formations radicales de jouir d'un appel d'air. Cependant, a aussi été actée leur fragilité de par une vague de dissolutions décrétées par l'État à l'été 2013, frappant en particulier l'Œuvre française (OF) de Pierre Sidos qui, fondée en 1968, était le plus ancien mouvement radical. L'OF a refusé sa dissolution et a affirmé continuer son combat, entraînant de nouvelles poursuites judiciaires. Ses sections locales ont formé des associations (baptisées du nom de leur ville affublée de l'adjectif « nationaliste ») qui ont toutes rejoint le Parti nationaliste Français fin 2015 (3). Les autres structures radicales ont moins subi l'influence de la répression judiciaire que de la montée en puissance du Fn. Deux formations sont particulièrement notables : le Bloc Identitaire, et Égalité & réconciliation, le Bloc Identitaire est né de la dissolution d'Unité radicale en 2002, suite à la tentative d'assassinat du président Jacques

Chirac par l'un des membres de cette dernière. L'histoire du mouvement a ses racines dans un courant NR qui a apporté au Fn lors des années 1970-1980 les thématiques de l'anti-immigration, de l'anti-sionisme et de l'anti-américanisme.

Romantisme fasciste lié à l'époque industrielle, le nationalisme-révolutionnaire violemment antisioniste a vu sa base se tourner vers l'islamophobie, notamment à partir des attentats de septembre 2001. La dissolution d'Ur a entraîné un aggiornamento profond qui a débouché sur la création de la mouvance identitaire. Cette expérience a amené les leaders à faire montre de doigté, en faisant du Bloc Identitaire l'un des principaux laboratoires actuels de l'extrême droite française. Le mouvement a nettement été à l'avant-garde de l'agit-prop opposant identité et islam, point de vue devenu mainstream : en 2012, 43 % des sondés estiment que la présence d'une communauté musulmane en France est un danger pour l'identité nationale. En outre, pour les « catégories socio-professionnelles supérieures » (CSP+), le poids pris par l'argumentaire laïc et islamophobe est important, car il permet de concilier les valeurs de leur milieu et l'attraction lepéniste. Plus que les ouvriers et les employés, les CSP+ associent l'islam au « rejet des valeurs occidentales » (25 contre 23 %) et à la soumission (21 contre 18 %) (4). C'est là le sous-texte qui explicite la controverse de 2015 sur les intellectuels réactionnaires (Michel Onfray, Alain Finkielkraut, etc.) devant conjuguer leur ethos de classe et leur polarisation croissante sur la question « identité vs islam ».

En 2009, fort de son succès culturel et des difficultés du Fn d'avant la succession à sa présidence (2011), le Bloc Identitaire a tenté de se transformer en parti. Il a constaté son échec et, aux élections municipales de 2014, il a préféré placer une cinquantaine de ses membres sur les listes du rassemblement bleu Marine présentées par le Fn. Le RBM souligne ainsi que, pour une écurie présidentielle chiche en cadres, l'abandon du compromis nationaliste n'est pas chose aisée. Quant au Bloc Identitaire, il continue à être un laboratoire de propagande très efficace, dont le Fn peut ainsi profiter, sans le risque de voir une fraction organisée en son sein. Philippe Vardon, l'un des principaux cadres identitaires, explicite clairement l'articulation entre son milieu et le parti national-populiste :

« En France, il n'y a pas dans le mouvement patriotique une interconnexion de type syndicalisme-associations-partis, comme en Italie ou en Flandre. Il faut donc des structures qui assurent le travail associatif, le combat culturel, la formation de la jeunesse, l'animation de cercles de réflexion et de recherche, et portent aussi des questions fondamentales sur le terrain activiste un peu à la manière d'un "Greenpeace de la résistance française". Tout cet univers pourrait exister autour de la machine électorale centrale que doit être le RBM. Je crois que c'est là la mission du mouvement identitaire qui doit s'exprimer dans une pluralité de structures agissantes, par-delà et autour de l'appareil partisan et ses limites naturelles » (5).

L'éventuelle intégration de Philippe Vardon au RBM a provoqué un psychodrame en 2014, mais il s'avère présent sur la liste menée par Marion Maréchal-le Pen aux élections régionales de 2015. Par ailleurs, les mairies Fn représentent un réel débouché social pour les radicaux. Les maires Fn de Beaucaire et de Cogolin ont fait appel aux Identitaires pour gérer leur communication. Le cas le plus intéressant est celui de la mairie de Béziers, conquise par Robert Ménard. Ce dernier a fait campagne en rassemblant toutes les chapelles, du Fn au Bloc identitaire en passant par l'action française. S'installant à la mairie, il a pris des collaborateurs ayant pu avoir des trajectoires très marquées, par exemple André-Yves Beck (ancien de Troisième voie, Nouvelle résistance et Unité radicale, puis cadre de la mairie d'Orange) ou Robert Ottaviani (ancien du groupe néo-nazi ultime assaut, du Fn et de son Département Protection et Sécurité). Les postes

d'assistants parlementaires au Parlement européen ont également permis de placer divers anciens radicaux (6).

Le mouvement Égalité & réconciliation a été fondé en 2007 par Alain Soral pour prospecter des segments ethno-confessionnels de la population, et ainsi fournir des cadres « issus de la diversité » au Fn (7). Alain Soral, en s'appuyant sur les provocations anti-juives du comédien Dieudonné, a estimé que la dénonciation du « lobby sioniste » était l'instrument de pénétration de l'extrême droite parmi les citoyens d'origine afro-maghrébine. Il est vrai qu'une enquête du Centre d'études de la vie politique française a mis en évidence une situation spécifique de ce segment de population (8). Elle a porté sur 28 000 personnes, afin de former un échantillon de 1003 Français d'origine maghrébine, africaine ou turque, et, en vis-à-vis, un échantillon équivalent de la population générale. Le stéréotype des juifs disposant de trop de pouvoir y est nettement avéré : l'échantillon issu de l'immigration y adhère à 19 points de plus que l'échantillon général. Mais l'antisionisme radical (9) et la personnalité volcanique d'Alain Soral n'ont pas été gérables. Se voyant refuser une tête de liste aux élections européennes de 2009, il claqua la porte.

Replié avec succès sur le développement d'une galaxie commerciale appuyée sur le site de son association, il développe un combat culturel dont les résultats sont dorénavant évidents : ses livres se vendent par dizaines de milliers, ses vidéos mensuelles cumulent des millions de visionnages. Il joue la diabolisation jusqu'à se déclarer récemment « national-socialiste », alors même que son absence de racisme interdit de le comparer au nazisme. Il représente un discours certes national-social qui allie dénonciation du juif sioniste et d'Israël, correspondant ainsi à une demande sociale sinon insatisfaite par la normalisation du Fn (les personnes qui rejettent à la fois les Français juifs et Israël représentent 45 % des proches du Fn, 28 % des proches de l'extrême gauche, le taux le plus bas de ce double rejet étant à gauche avec 19 % (10)). L'influence soraliennne s'est fait sentir dans la jeunesse Fn, et le sénateur-maire de Fréjus David Rachline provient de cette mouvance. E&R a paru jouer la carte de Florian Philippot dans l'appareil (par la diffusion positive de ses interventions, les commentaires des soraliens sur les réseaux sociaux, et selon l'avis de cadres et militants frontistes) (11). Nonobstant, estimant que le Fn aurait trahi et épousé une position pro-israélienne, le duo Alain Soral-Dieudonné a créé le parti Réconciliation nationale fin 2014.

En somme, chacune des grandes crispations altérophobes post-11 septembre, l'islamophobie et l'antisionisme radical, sont aujourd'hui représentées par une structure compacte correspondant à une demande sociale et jouant un rôle dans l'économie interne du Fn. Ces groupes ont une vocation d'aiguillon idéologique, mais le Fn a un poids social, culturel et électoral incomparable.

Sur la base des comptes de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques rapportés au coût moyen de la carte d'adhésion, le journaliste David Doucet affirmait en 2009 que le Fn ne pouvait compter que sur 13 381 militants. Le renouvellement du leadership frontiste a manifestement généré un flux d'arrivée important, puisqu'en se basant sur cette même méthode, on obtient pour 2011 (12) le chiffre de 46 868 militants. À ce moment précis, ce chiffre est cependant sûrement significativement inférieur, puisque le nombre de votants s'exprimant sur le choix du président lors du congrès de Tours en janvier 2011 n'était que de 17 066. Au congrès de 2014, se retrouve le même hiatus : le parti avance un chiffre de 83 087 militants, alors que le taux de participation pour désigner les membres du comité central est de 53 % et que 22 239 votants prennent part à la réélection de Marine Le Pen à la présidence... ce qui, toutes données combinées, donne un nombre de 42 130

militants. En définitive, 51 551 adhérents étaient officiellement à jour de cotisation en juillet 2015, au moment de la mise en place de la procédure de vote par correspondance (finalement annulée) devant statuer sur l'éviction de Jean-Marie Le Pen par sa fille. Le Fn est donc au-dessus de son niveau historique (42000 en 1998). En novembre 2013, Nicolas Bay, alors secrétaire-général adjoint du Fn, nous a communiqué divers renseignements quant à la composition du corps militant, annonçant 74 000 adhérents à jour de cotisation à cette période. Selon ces données, la pyramide des âges montre une forte présence de jeunes : 29,3 % des adhérents auraient moins de 30 ans, 34,2 % entre 30 et 50 ans, 18,1 % entre 50 et 65 ans, 18,4 % plus de 65 ans. La répartition sexuelle serait de 39 % de femmes et 61 % d'hommes. 52 % de celles et ceux qui ont été investis lors du scrutin municipal de 2014 étaient encartés depuis 2008, dont 19 % depuis 2012 seulement (13). Nous disposons par ailleurs du fichier d'adhérents dans une ville (Perpignan, seule ville de plus de cent mille habitants où le Fn est arrivé en tête au soir du premier tour des élections municipales). Ici, la féminisation est particulièrement nette, puisque nous obtenons un taux de 44 % d'adhérentes. La section compte une part importante de seniors : 24,5 % de notre échantillon (nous avons pu calculer l'âge de 301 adhérents sur un total de 425 fiches, redressé à 397) a entre 50 et 64 ans, et 47,1 % plus de 65 ans, la population locale affichant quant à elle un taux de plus de 60 ans de 26 % (14).

Au regard de la structure du marché du travail et de l'offre politique frontiste, il n'y a pas là forcément de paradoxe. Dans les meetings frontistes, qui par définition fusionnent militants et sympathisants, s'affiche un public où la jeunesse et les seniors sont surreprésentés. Autrement dit, s'y présentent ceux qui ne sont pas ou plus sur le marché du travail ou dans la production, et pour lesquels être présent ou se montrer dans une manifestation frontiste n'a en principe aucune conséquence sur le plan professionnel. Ce décalage entre les pyramides d'âge des électeurs, des sympathisants et des militants montre que la dédramatisation n'est pas achevée, l'adhésion étant encore manifestement perçue comme porteuse d'un coût – du moins pour ceux qui hésitent à franchir le pas. En outre, le maillage territorial paraît en amélioration constante, puisque 93 % des cantons ont été pourvus en binômes paritaires aux élections départementales de 2015, faisant du Fn le parti le plus présent. Le Fn y présentait à la fois la doyenne des candidats (91 ans), et la benjamine (18 ans). Féminisation, rajeunissement, extension sont donc des données réelles, mais dont l'analyse en tant que démonstration de la réussite de la stratégie normative est à tempérer. Il est vrai qu'il devient un dispositif d'accélération de carrière : un CSP+ qui amène une image de notabilisation est directement propulsé en haut du parti à son ralliement, alors que les partis de gouvernement en ont pléthore et lui imposeraient un cursus honorum.

L'extrême droite dans la concurrence électorale

Le Fn a connu son meilleur score à l'élection présidentielle en 2012 avec 17,9 % des suffrages. Ce score a été permis par une réorientation in extremis de la campagne. En janvier-mars 2012, Marine Le Pen a tenté une campagne souverainiste anti-eurolibérale qui perdit de vue les fondamentaux : elle connut un tassement dans les intentions de vote enregistrées par les sondages. Dans le contexte des attentats perpétrés par le djihadiste Mohamed Merah, elle finit la campagne sur un discours altérophobe vigoureux qui lui permit de sauver la mise. Aux législatives de 2012 l'extrême droite a emporté 3 sièges sur 577, dont un Fn pour Marion Maréchal Le Pen, une ligue du Sud, mouvement du maire d'Orange Jacques Bompard (ex-Fn à la fois proche des identitaires et des nationaux-catholiques), et un rassemblement bleu Marine (nouveau compromis nationaliste lancé par le Fn), Gilbert Collard.

Le rebond frontiste entre 2007 (10,44 % des suffrages) et 2012 (17,9 %) n'est pas dû qu'au Fn, mais également à la déception engendrée par Nicolas Sarkozy. L'erreur stratégique de ce dernier a été d'axer sa campagne sur les thèmes identitaires, espérant ainsi capter l'électorat frontiste. Mais, en fait, en 2007, la promesse sarkozyste du « travailler plus pour gagner plus » avait entraîné un large report de voix, puis son échec a contribué au rebond du Fn : chez les travailleurs indépendants le vote Fn a été de 22 % en 2002, 9 % en 2007, 17 % en 2012 ; chez les chômeurs il fut de 20 % en 2002, 11 % en 2007, 18 % en 2012. Nicolas Sarkozy n'a pas échoué pour n'être pas allé assez loin sur les thèmes identitaires, mais parce qu'il a abandonné la « valeur-travail », selon une de ses expressions préférées de 2007. De plus, l'électorat Fn a une vision ethnicisée des questions sociales, mais il défend les restes de l'État-providence : il veut le renforcement des services publics à 18 % (contre 10 % pour les électeurs sarkozystes) et une surveillance de l'économie par l'État à 57 % (contre 32 % chez les sarkozystes) (15).

Le populisme mariniste a été légitimé par l'évolution des droites et d'intellectuels jadis de gauche. La réaction au 21 avril 2002 avait été la réunion des droites françaises au sein d'un nouveau parti, l'union pour un Mouvement Populaire. Les divergences idéologiques devaient s'annuler par l'exhibition d'une identité fièrement de droite. Mais au final, la droite française n'a plus de colonne vertébrale idéologique. Les thèmes du choc des civilisations ont souvent servi de dérivatif. Or, les diversions contre la burqa, les prières de rue, etc., diffusent la vision d'une société atomisée et assiégée par des populations d'origine arabo-musulmane qui seraient un corps unifié socialement, culturellement et religieusement. Cette cristallisation entre la représentation d'un « nous » composé d'individus concurrents et un « eux » solidaire entraîne dans l'imaginaire droitiste une coagulation des insécurités : physique, économique... identitaire. Mais le Fn y a répondu par la promotion d'un souverainisme national, social, économique, politique, géopolitique, identitaire et populaire, en somme un souverainisme intégral lorsque la droite radicalisée s'arrête à la seule dimension altérophobe. L'autoritarisme de la droite se porte sur la question sociétale et ignore les dimensions économiques et sociales.

Le Fn a pu se présenter comme une offre de souverainisme intégral face à ce qui serait le libéralisme intégral (économique et culturel) de l'union européenne et du Parti socialiste au pouvoir. Depuis 2012, en particulier lors des élections partielles, selon la configuration, le Fn arrive dorénavant à récupérer des voix de droites en opposition au libéralisme culturel (immigration, mariage pour tous) et de gauche en opposition au libéralisme économique. L'ennemi préférentiel est clairement la social-démocratie : lors des élections municipales, dans les triangulaires des villes dont le sortant est de gauche, au second tour l'électorat Fn se reporte en partie sur la droite si la ville est gagnable, demeure fidèle au vote Fn s'il est acquis que la gauche va garder la ville. Le Fn avait déjà pu profiter des précédents passages de la gauche au pouvoir années 1980-1990. La ligne libérale-multiculturaliste alors prise par le PS avait permis au Fn de le fustiger comme le symbole de ce double libéralisme. Cette dynamique s'est amplifiée, comme le souligne le fait que le Fn ait été en tête aux élections européennes de 2014 (24,3 % des suffrages exprimés), transformées en référendum contre la majorité socialiste et contre l'union européenne. aux élections municipales de 2014, ont été élus 13 mairies Fn ou RBM et deux ligue du Sud.

Pourtant, le Fn n'a pu présenter que 597 listes, non sans difficulté. là où le Fn n'a pas pu en produire, son potentiel constaté en 2012 a été utilisable par d'autres formations, avec la présentation de diverses listes de groupuscules, y compris par l'Œuvre française fraîchement interdite, et qui se qualifie pour le second tour avec 11,49 % des voix à Vénissieux, ou par le Parti de la France, scission de 2009 du Fn qui campe sur la ligne lepéniste des années 1980.le

caractère géographiquement et socialement périphérique du vote Fn s'est trouvé confirmé : le vote Fn décroît nettement dans les communes au-delà de 10 000 habitants, et culmine à une vingtaine de kilomètres des grands centres urbains. C'est la France délaissée par la mondialisation et l'aménagement du territoire. C'est aussi celle non de la pauvreté, mais de l'inégalité des revenus : le vote Fn est structurellement lié au coefficient de Gini comme l'a démontré le politiste Joël Gombin. Le vote frontiste des ouvriers du nord-Est, tant cité pour montrer le lien qui unirait le Fn et les classes populaires, vient ainsi occulter le sur-vote frontiste des cadres en diverses aires de cette même zone. Le Fn parvient à séduire un électorat social-démocrate, en se présentant comme un aiguillon contre l'euro-libéralisme, mais il continue à participer du marché électoral des droites, où il se présente comme l'offre mieux-disante en matière d'opposition au libéralisme culturel. L'analyse électorale montre par ailleurs que le vote Fn est étroitement lié au niveau de participation.

En somme, il ne s'agit pas d'un « vote de protestation » et d'un « désespoir des classes populaires » : le vote pour l'extrême droite est un facteur de politisation et de retour à l'urne. Même hors présence de liste Fn, le vote extrême droitier existe : l'extrême droite correspond aujourd'hui à une demande sociale (16). Aux élections départementales de 2015, le Fn est arrivé en tête avec 25,2 % des voix. Néanmoins, il s'est avéré incapable de conquérir un exécutif au second tour, car a) il ne s'inscrit pas dans une alliance électorale avec la droite ; b) son programme économique est jugé trop interventionniste par l'électorat de droite, gênant considérablement les reports. La ligne de souverainisme intégral s'est avérée excellente pour gagner le premier tour, mais seule une inflexion ethno-libérale paraît pouvoir permettre de réussir le second. Après bien des tergiversations, le Fn a commencé à infléchir sa ligne en ce sens. A cet égard, il est révélateur que la ligne conservatrice en matière sociétale et libérale en économie soit portée par des élus de terrain du bassin méditerranéen, comme Marion Maréchal-le Pen et Robert Ménard, alors que la ligne socialement neutraliste et néo-souverainiste est le fait de Florian Philippot, euro-député du nord-Est.

Conclusion

L'extrême droite n'est pas en vogue uniquement parce que les autres offres politiques sont démonétisées – c'est là une condition nécessaire, mais non suffisante. Elle correspond à une demande sociale autoritaire, un désir de hiérarchie sociale estimée légitime. Dans un pays comme la France où c'est l'État qui fit la nation et la culture nationale, et où la crise de capacité du politique est ressentie comme une crise culturelle, l'extrême droite représente une capacité d'action. Marine Le Pen l'a compris et a expliqué en 2013 qu'au pouvoir elle mettrait au pas les corps constitués qui empêcheraient la libre expression du peuple. Le système qu'elle esquisse allie un exécutif fort et un appel direct au peuple, rejetant la délégation du pouvoir par le système de représentation populaire, cœur du dispositif républicain à la française. Elle allie ainsi le vieux national-populisme aux mutations néopopulistes à l'œuvre en Europe. Les tares de la société postindustrielle et postmoderne sont dites celles du multiculturalisme et ce dernier est réduit à la présence des populations liées aux mondes arabo-musulmans. La question confessionnelle est à cet égard un des marqueurs les plus récurrents depuis que l'émergence de l'État au XVI^e siècle s'est faite dans le même espace-temps que les guerres de religion. Après 1530, l'Europe s'est soumise à la règle du *cuju regio, ejus religio* (« tel prince, telle religion »). La foi personnelle et universelle devenait un objet homogénéisé sous une autorité locale dans une société délimitée. L'Édit de Nantes connu en France était une exception : sa révocation par Louis XIV en 1685 fut accueillie triomphalement par le peuple en ce qu'elle mettait fin à une altérité interne au royaume de France. Cette combinaison de l'autophilie (la valorisation du «

nous ») et de l'altérophobie (la péjoration de « l'autre ») s'appuie dorénavant sur une représentation du descenseur social où le travailleur déclassé aurait au-dessus l'obscénité des profits, et au-dessous des immigrés censés jouir de toutes les aides. L'erreur des élites françaises est de ramener à la seule raison ethno-nationale une question qui relève de l'ethnisation des questions sociales.

La dynastie le Pen montre que la demande sociale autoritaire est liée à la marque le Pen et qu'il n'y a pas d'espace pour une structure électorale concurrente. Mais la vivacité d'un mouvement social d'extrême droite, la capacité du Bloc Identitaire ou d'Alain Soral à produire du buzz, témoigne que le couple identité-populisme répond à une crise culturelle. Les valeurs unitaires qui sont l'axe central de la culture française (depuis l'ancien régime et revitalisées encore par la république) ont été bousculées par l'atomisation économique et sociale des quarante dernières années. Là où la « préférence nationale » promet de rééquilibrer le « marché libre » par le discriminant ethnique, l'islamophobie promet de réunifier un espace national présenté comme disloqué en cités de non-droits et en communautés au bord de la sécession. La reconfiguration de l'extrême droite française lui permet bien de répondre aujourd'hui à la demande sociale, lui ouvrant de nouvelles perspectives. Or, jusque-là, les succès du Fn se sont expliqués par le fait qu'il est un parti de la demande et non de l'offre. Le Fn n'avait pas un programme en charge de convaincre divers segments du corps électoral, il répondait à une demande et avait une fonction transactionnelle. Même si le Fn pèse peu en termes d'élus, l'électorat sait que c'est un vote à forte incidence. À chaque changement de majorité depuis que le Fn pèse, la loi sur l'immigration est changée. Le Fn est structurellement un instrument de lobbying d'une fraction de l'électorat. Celui-ci ne réclame pas un retour à Vichy, mais un ethno-libéralisme où le libre marché est régulé par le discriminant ethno-national. Ses scores participent d'une action de lobbying de la part du corps électoral exigeant une action politique – un argument utilisé par Louis Aliot lors de sa campagne des élections municipales à Perpignan, affirmant que l'État, pour contenir une mairie Fn, investirait massivement dans les services publics locaux.

La mue néopopuliste voit donc le Fn confusément dessiner pour la première fois une offre globale et cohérente : un souverainisme intégral, politique, économique et culturel. Il lui faudra conserver sa dose de radicalité, le premier trimestre 2012 ayant démontré l'échec de la tentation néo-souverainiste, et Marine le Pen ayant souvent rappelé que le recentrage de Gianfranco Fini avait été politiquement mortel au bout du compte. La crise des réfugiés permet au Fn d'adopter une agressivité identitaire assez forte, en phase avec l'état de l'opinion. Le parti a clairement amorcé un rééquilibrage de son discours depuis l'été 2015, réinvestissant les thématiques ethniques, et évoluant vers des positions économiques plus libérales.

Notes

(1) Pour cette histoire des extrêmes droites françaises de 1941 à nos jours, je me permets de résumer en cette partie des études antérieures : N. LEBOURG et J. PREDA, « le Front de l'Est et l'extrême droite radicale française : propagande collaborationniste, lieu de mémoire et fabrique idéologique », in *Références et thèmes des droites radicales* (O. DARD dir.), Berne, Peter Lang, 2015, pp. 101-138 ; N. LEBOURG et J. BEAUREGARD, François Duprat, l'homme qui inventa le Front National, Paris, Denoël, 2012 ; id., Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des n° 2 du Front National, Paris, Nouveau Monde, 2012 ; N. LEBOURG, « Interpréter le fascisme : débats et perspectives », in *Fascismes ibériques ? Sources, définitions, pratiques* (C. LAVAIL et M. PELOILLE dir.), coll. regards n° 18, Nanterre, Presses de l'université Paris Ouest Nanterre la Défense, 2014, pp. 19-37 ; id., *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*, Perpignan, PuP, 2010.

(2) En France, la signature de 500 élus est requise pour se présenter à ce suffrage. La collecte est chaque fois difficile pour le Fn. les opposants au parti affirment qu'il s'agit d'une mise en scène, mais l'auteur de cet article a été invité à assister à une journée de collecte en 2011, en compagnie du vice-président du parti Louis Aliot, et a pu constater que la journée passée n'en avait pas apporté une seule.

(3) Le PNF était une structure sans vie depuis quelques années, mais l'association n'ayant pas été dissoute la convergence des structures de l'ex-OF ne saurait être considérée comme un délit de reconstitution de ligue dissoute (une pratique assez comparable à la façon dont après sa dissolution par l'État en 1968, le Mouvement Occident s'était reformé à travers une dizaine de groupuscules qui en 1969 annoncèrent la naissance d'un grand mouvement unitaire, Ordre nouveau). Le PNF a été fondé en 1983 par les anciens Waffen SS Pierre Bousquet et Jean Castrillo, qui avaient claqué la porte du Fn en estimant que Jean-Marie Le Pen était devenu un instrument d'Israël.

(4) Institut français de l'opinion publique, *L'Image de l'islam en France*, octobre 2012.

(5) Email de Philippe Vardon à l'auteur, 3 septembre 2013.

(6) A. DÉZÉ, *Le « Nouveau » Front National en question*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2015.

(7) A. MESTRE et C. MONNOT, *Le Système Le Pen*, Paris, Denoël, 2012, pp. 84-87.

(8) S. BROUARD et V. TIBERJ, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, préf. P. PERRINEAU, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005.

(9) L'antisionisme radical nie à Israël le droit à exister en tant qu'État, confond délibérément juifs et sionistes, et considère tous les Juifs comme les représentants, les relais, les agents, de l'État israélien.

(10) Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2013*, Paris, la Documentation française, 2014.

(11) Sur le cas Soral, voir R. D'ANGELO et M. MOLARD, *Le Système Soral*, Paris, Calmann-Lévy, 2015.

(12) Il s'agit des comptes certifiés par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CnCCFP).

(13) Email de Nicolas Bay à l'auteur, 5 novembre 2013.

(14) J. FOURQUET, N. LÉBOURG et S. MANTERNACH, *Perpignan, une ville avant le Front National ?*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2014.

(15) Voir J.-Y. CAMUS et N. LÉBOURG, « le Front national expliqué à mon père », *Charlie hebdo* (h.s.), 2014.

(16) Cf. J. GOMBIN, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome. la modélisation multinationale comme lieu de rencontre entre sociologie et géographie électorales », *L'Espace politique*, juillet 2014, espacepolitique.revues.org/3066 ; *id.*, « Vote Fn aux européennes : une nouvelle assise électorale ? », *Observatoire des radicalités politiques*, note n° 9, Paris, Fondation Jean Jaurès, septembre 2014 ; J. GOMBIN et S. CRÉPON, « loin des mythes, dans l'isolement », « Manière de voir », *Le Monde diplomatique*, n° 134, avril-mai 2014, pp. 61-66 ; J. GOMBIN et N.

LEBOURG, « le vote pour l'extrême droite est une façon de repolitiser l'élection », *Le Monde*, 28 mars 2014, p. 25.